Bimestriel n° 32

Dispensé de timbrage Guéret CDIS

l'Espoir, l'Unité, l'Avenir

Bulletin d'information
Fédération de la Creuse du Parti Communiste Français
17, rue du Docteur de Lavillatte - 23000 Guéret

05 55 52 17 06 - 06 31 82 89 29

Courriel : pcf23@wanadoo.fr - Site Internet : 23.pcf.fr
Facebook : https://www.facebook.com/pcf23/
Tweeter : @PCF_23

Directeur de publication : Marie Hélène Pouget-Chauvat - CPPAP 0221 P 11517 - Imprimerie ECP Guéret

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Déposé le 28.09.2017

Cher-e-s ami-e-s, Cher-e-s camarades

Les attaques contre la majorité des français, salarié-e-s, précaires, retraité-e-s, étudiant-e-s... se sont multipliées, au cours de l'été. Sous les illusions du renouveau, la réalité du projet libéral du gouvernement ne vise qu'à accélérer le basculement du pays dans un capitalisme effréné, au détriment des classes populaires et moyennes.

la suppression de 300.000 emplois aidés
la baisse des moyens des communes et des budgets des services publiques
la baisse de 5 euros de l'APL, voire 50 Euros
la hausse de la CSG

Le nom de réformes est inadapté pour ces mesures.
Cela va beaucoup plus loin que cela: il s'agit de « changer l'état d'esprit du code du travail ». Il s'agit bien de précariser le travail, de supprimer des droits et des protections aux salariés et aux syndicats, et de donner plus de sécurité et de pouvoir au patronat.
La loi travail est bien-sûr emblématique des conséquences terribles du projet de laminage des droits des salarié-es,
En gros c'est la « fléxisécurité » sans la sécurité !
Mais ce n'est que le début de ce qui est appelé par le 1er ministre : la « rénovation du modèle social français ».
Pour lui, lutter contre le chômage, implique d'autres réformes à venir à valider en mars 2018 : celle de l'assurance chômage, de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
Ce sont aussi des mesures dites de « réduction du coût du travail » et de « pouvoir d'achat » avec notamment la baisse des cotisations sociales salariales et patronales, et la hausse de la CSG et de la prime d'activité. D'autres mesures concerneront la fiscalité: CICE, réduction de l'impôt sur les sociétés. La future loi de finances sera examinée le 27 septembre.
A ceci s'ajoute un plan d'économie affiché et affirmé de 20 milliards d'euros pour l'année 2018 : 10 pour l'État , 7 pour la Sécurité sociale, et 3 concernant directement les collectivités locales.
I faut que les Français prennent la mesure du changement de logique qui préside au gouvernement, du paysage complet de ce qui est en train de se mettre en place. Cela les incitera, à coup sûr, à se mobiliser pour mettre en échec ce projet dévastateur.

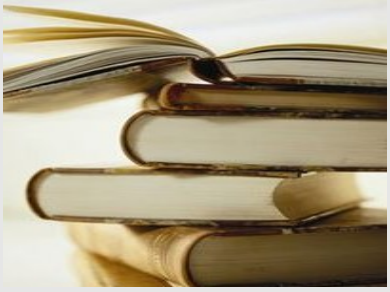
Marie-Hélène Pouget-Chauvat

Quel avenir pour l'accord sur le nucléaire iranien ?

La question du programme nucléaire iranien a débuté en 2002 quand la communauté internationale a commencé à suspecter l'Iran de mettre des moyens en œuvre pour se doter de l'arme nucléaire (des dissidents avaient révélé qu'une usine d'enrichissement d'uranium existait à Natanz ainsi qu'une installation d'eau lourde à Arak). Des images par satellite et des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont confirmé ces soupçons.
Les négociations en vue d'un accord sur le nucléaire iranien ont donc débuté dès 2003, à l'initiative de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni avec pour objectif de convaincre l'Iran de renoncer à son programme nucléaire. Elles ont débuté de manière assez coopérative, mais dès 2005, les discussions sont devenues difficiles, voire tendues après l'élection à la présidentielle iranienne de Mahmoud Ahmadinejad qui a exprimé fermement le droit pour l'Iran de développer un programme nucléaire civil. Dans ces conditions, en 2006, les négociations sont ouvertes aussi aux Etats-Unis, à la Russie et à la Chine (ce qu'on appellera le groupe « P+5 », c'est-à-dire les cinq membres du Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Allemagne). Parallèlement, alors que les négociations s'enlisent, l'ONU multiplie les menaces à l'égard de l'Iran et des sanctions internationales sont mises en œuvre contre le pays. Dès lors, les négociations, sans avancer, vont s'éterniser.
Après le remplacement de M. Ahmadinejad par M. Hassan Rohani, en 2013, les négociations vont reprendre plus favorablement et conduire moins de deux ans après l'accord de principe de Genève du 24 novembre 2013 à un « compromis final » signé le 14 juillet 2015, à Vienne.
Cet accord repose sur trois principes : une limitation du programme nucléaire iranien pendant au moins une décennie, la levée des sanctions internationales contre l'Iran, un renforcement des contrôles. Il s'agit, en fait, de limiter l'enrichissement de l'uranium (donc des centrifugeuses qui étaient passées de 160 en 2003 à 20 000 en 2015) et la production de plutonium (notamment à vocation militaire). En contrepartie, les sanctions économiques à l'égard de l'Iran sont levées et ses avoirs à l'étranger ne sont plus gelés, ce qui va fortement améliorer la croissance du pays. Cependant, il convient de noter qu'il n'est plus question de supprimer complètement le programme nucléaire iranien, mais plutôt d'essayer d'enrayer le développement caché d'un programme nucléaire militaire.
Au demeurant, rien ne garantit que les dirigeants iraniens ne remettront pas en œuvre la mise au point d'une arme nucléaire, malgré les contrôles de l'AIEA ; mais les diplomates présents à Vienne étaient persuadés que les iraniens étaient sur le point d'obtenir la bombe ; il convenait donc, dans l'urgence, de ralentir, voire de stopper le processus. Les pays qui ont participé à l'accord de 2015 ont considéré que la levée des sanctions économiques était plus bénéfique pour les entreprises et la population iranienne que le redémarrage de centrales à usage militaire.
Aujourd'hui, le Président Trump veut remettre en cause l'accord de 2015 ou imposer une renégociation drastique dont l'échec serait imputé à l'Iran. Il voudrait rétablir les sanctions économiques pour limiter le rôle de grande puissance de l'Iran au Moyen-Orient. Les autres pays signataires de l'accord de Vienne ne sont pas d'accord avec la position « irresponsable » de M. Trump qui permettrait à l'Iran de militariser son programme nucléaire. Ils en discuteront, cette semaine, à l'ONU.

Alain Roudier

Bibliothèque :



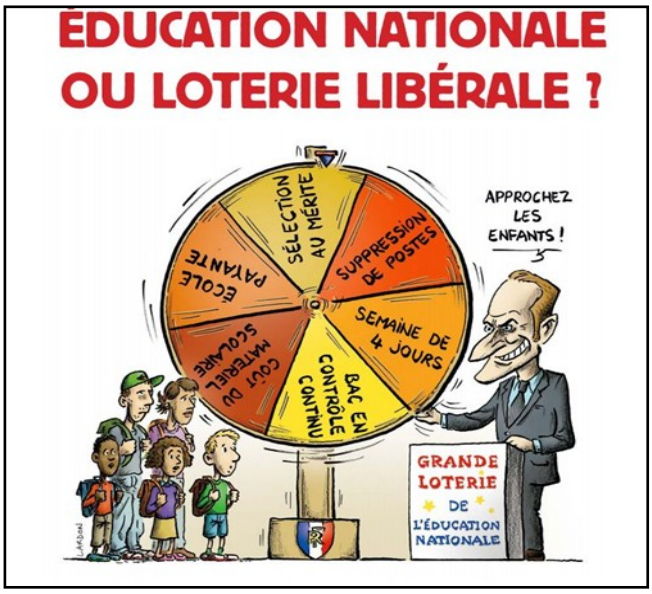
À la Fédération - 17, rue du Docteur de Lavillatte - Guéret

Nouveaux livres :« Histoires tragiques du maquis » paroles avec Pierre Louty
« Déportation génocide, l'impossible oubli », Thomas Fontaine
« Les docks assassinés » (affaire Jules Durand), Roger Martin, Mako
« Devant l'urgence climatique, bousculons les politiques » , Gérard Le Puill
« François Moncla récits de vie et d'ovalie », olivier Dartigolles
« Les prédateurs au pouvoir » (Main basse sur notre avenir)
Michel et Monique Pinçon-Charlot
« Les Champs d'honneur de la chorale populaire à l'orchestre rouge », Christian Langeois

Horaires: Lundi, Mardi et Vendredi : 8h - 13h et Jeudi : 10h - 15h

Formations :
07-10 9h30 à la fédération : Géopolitique de l'Iran
18-11 9h30 à la fédération: La Révolution russe de 1917 - 2ème partie

SEPTEMBRE c'est la rentrée : QUE VEUT-ON ??



Semaine de 4 jours ou de 4 jours et demi en fonction des municipalités, affectation à l'université au tirage au sort, coût du matériel scolaire différent selon les régions, mise en concurrence des élèves…
L'école libérale c'est une véritable loterie :
à tous les coups on perd.

Notre société a besoin de citoyens éclairés, de travailleurs formés, de personnes épanouies. Et si l'école, au lieu de trier, sélectionner, se donnait les moyens de faire réus-

Moins d'élèves dans les classes ? Le candidat Macron avait promis des CP à 12… Mais le président s'aperçoit que ça va être compliqué : il n'y a pas assez d'enseignants !

- Création de postes d'enseignants et de personnels pour répondre aux besoins ; revalorisation des salaires et pré-recrutements pour redonner du sens au métier d'enseignant.

Une école vraiment gratuite.
Comment garantir l'égalité quand l'école pèse si lourd dans le budget des familles ? L'éducation n'est pas un marché, mais un droit fondamental gratuit pour tous !

- Fonds d'urgence pour la gratuité de tout ce qui est nécessaire à la scolarité ; augmentation des bourses et des fonds sociaux.

Semaine de 4 jours ? Le débat sur les rythmes scolaires oublie l'essentiel : depuis 2005, le temps passé à l'école n'a pas cessé de diminuer ! Avec la suppression du samedi matin et la baisse de la scolarisation des enfants de 2 ans, les enfants ont perdu l'équivalent de deux années de scolarité. Comment peut-on enseigner plus à plus d'enfants avec moins de temps ?

- Rétablissement de la demi-journée d'école supprimée par la droite en 2005.

Un baccalauréat par lycée, un code du travail par entreprise… et pourquoi pas un code de la route différent dans chaque rue ?!
Un bac au contrôle continu ne vaudra pas la même chose en fonction du lycée… Réforme du bac et réforme du code du travail détruisent les cadres collectifs qui nous permettent d'être traités à égalité et d'agir ensemble.

- À formation commune, qualification égale ! Reconnaissance de toutes les années d'étude dans les conventions collectives.

Baisse du nombre de contrats aidés : éducation sacrifiée
20 000 contrats aidés vont être supprimés dans l'Education nationale, soit des milliers de postes d'aide dans les cantines, dans les transports et la sécurité, d'aides administratives, d'animateurs périscolaires...C'est la qualité d'apprentissage des élèves et de travail des enseignants qui est sacrifiée.

- Maintien et pérennisation des contrats aidées.

Dimanche 19 novembre à 14 h salle de l'avenue de la Sénatorerie, à Guéret

Nombreux lots, buffet, buvette, pâtisserie…

Venez Nombreux ! (*merci pour les lots que vous pouvez donner à la fédération)*

Carnet bleu : (ce n’est pas si souvent !)

Le 26 juin est apparu Ulysse. Les parents Arnaud et Emilie sont déjà subjugués par leur nouveau-né.
La fédération les félicite et leur adresse tous les encouragements pour leur nouvelle vie de parents.

Fête de l’humanité 2017 : un grand cru

Les 15, 16, 17 septembre se tenait la fête de l’humanité à La Courneuve : plus de 550 000 participants. Comme à l’accoutumée le stand du Limousin (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne) a eu un beau succès. Dés le jeudi soir nous accueillions deux groupes : 120 CCAS syndicat de l’énergie et 80 CGT fédération Santé : prouesse de l’équipe cuisine.
Notre stand proposait sa cuisine de terroir, servie par des équipes des Jeunesses communistes (plus de 1200 couverts). Grâce à l’équipe bar l’ambiance a parfois été délirante !
Pour compléter politiquement, outre une expo photo GM&S, un débat a attiré un nombreux public centré sur la politique des constructeurs avec leurs sous- traitants. Trois invités : Fabien Gâche délégué central CGT Renault, Jean-Pierre Mercier délégué central CGT PSA, Guy Dumignard élu à La Souterraine. Dominique Sicot, journaliste à l’humanité gérait le débat.
Une équipe GM&S a été logée dans notre village de tentes pour permettre de gérer les autres débats.